

Et si le Kivu était aussi un modèle ?

A Minova, pris dans la guerre qui fait rage, les petits paysans ont besoin qu'on ne les oublie pas, eux qui sèment le ferment du modèle agricole du XXI^e siècle. Or la coopération belge ne considère plus la zone comme prioritaire!

PHILIPPE BARET

Professeur à l'université de Louvain



JOHANNA DE TESSIÈRES

Au mois d'août dernier, la préoccupation principale à Minova était la bactériose qui ravageait les bananeraies. Cette culture qui, depuis le milieu du XX^e siècle, assure non seulement la subsistance de la population, mais participe aussi à l'équilibre social et écologique de la région, est menacée de disparition.

Aujourd'hui, Minova, petite bourgade au bord du lac Kivu, a été balayée par les affrontements entre les milices du M23 et les FARDC alliés aux Mai-Mai. Agriculteurs, réfugiés et militaires se sont croisés sur la route principale qui relie Goma à Bukavu. Sur cette terre du Kivu, se superposent les enjeux et les espoirs.

Bien souvent, le Kivu est perçu comme le lieu d'un conflit complexe, éternel, où se mêlent des dimensions ethniques et des questions de géopolitique. Quand on approfondit la perspective, on comprend l'importance des ressources minières de cette région. Ainsi, le coltan, minéral essentiel, par exemple, au fonctionnement de nos GSM, et dont 70% des réserves mondiales se trouvent au Kivu, est l'objet d'un trafic clandestin qui nourrit les armées des Etats voisins et contribue aux destructions de la forêt tropicale.

Et pourtant, cette province, cette région des Grands Lacs d'Afrique n'est pas peuplée que de mineurs et de mili-

taires. Au cœur de ce conflit, vivent des agriculteurs et des agricultrices qui ont inventé de siècle en siècle des modes de production qui permettent de nourrir leur famille sur des fermes de moins d'un hectare.

A force de travail et d'inventivité, ils combinent les cultures pour assurer un équilibre naturel de leur système. Ils pratiquent une agriculture respectueuse de l'environnement et très parcimonieuse en ressources non renouvelables. Leur objectif est de produire un peu plus pour pouvoir payer la scolarité de leurs enfants, avoir un peu de sécurité en cas de maladie.

Pris dans cette guerre qui les dépasse, ils doivent abandonner une partie de leurs champs. Dans de telles situations d'insécurité, les familles ou une partie de leurs membres n'ont d'autre choix que de fuir le village le temps d'une accalmie relative des conflits et des exactions qu'ils engendrent. Des mouvements de populations au gré de l'évolution des troupes armées qui deviennent une nouvelle caractéristique du paysage des collines. Ces déplacements sont extrêmement épuisants physiquement et psychologiquement pour les ménages: des femmes et leurs bébés, des enfants de tout âge parcourent des dizaines de kilomètres quasi sans nourriture et sans sommeil, parfois en abandonnant un époux qu'ils ne sont pas sûrs de revoir. Or, lorsqu'ils at-



teignent une zone plus clémente où se poser et retrouver un peu d'énergie, une autre difficulté s'impose à eux.

Dans cette région la plus densément peuplée du pays, les concentrations de population deviennent insoutenables pour les terres et leur mise en culture. Mais ce genre de défi, les populations rurales l'ont relevé avec succès depuis que l'agriculture existe. L'ingéniosité paysanne a toujours triomphé au fil des siècles pour aboutir à des systèmes de plus en plus intensifs et complexes.

Seulement aujourd'hui, fragilisés par les conflits et leurs conséquences, les paysans auront bien besoin d'un appui pour mettre en place les innovations endogènes qui émergeront inévitablement de ces nouvelles contraintes. Sur les parcelles cultivées, se concentre donc de plus en plus de monde, les réfugiés s'ajoutant aux occupants initiaux. Dans la plupart des cas, ils n'ont plus de

bétail, celui-ci ayant été pillé par les différents groupes armés.

A Minova, la population n'a pas pu récolter les haricots semés fin août à cause de l'insécurité qui règne partout.

Au plus fort de la crise, le marché, qui accueille chaque mardi et samedi plus de deux mille personnes en provenance de toute la région, a été annulé en raison de la panique générale. En outre, les trente-quatre kiosques et boutiques environnant le marché et le centre de Minova ont été pillés et saccagés par des éléments des FARDC. La tâche va être immense pour toutes les organisations locales et les ONG qui soutiennent ces petits agriculteurs.

Pour la coopération belge, cette zone de l'est de la République démocratique du Congo n'est plus prioritaire mais au Rwanda voisin, 160 millions d'euros sont bud-

La richesse de la terre congolaise n'est pas seulement minière, elle tient aussi [...] à l'intelligence de ses agriculteurs et agricultrices qui [...] cherchent à innover pour vaincre la fatalité.

Réformer pour sortir de la crise

Plusieurs évolutions de la gestion capitaliste sont nécessaires. Et si la rémunération des administrateurs était liée à des indicateurs de performance ?

JEAN-JACQUES LAMBIN

Professeur^{EM} UCL et Università degli Studi di Milano-Bicocca



UNIMIB.IT

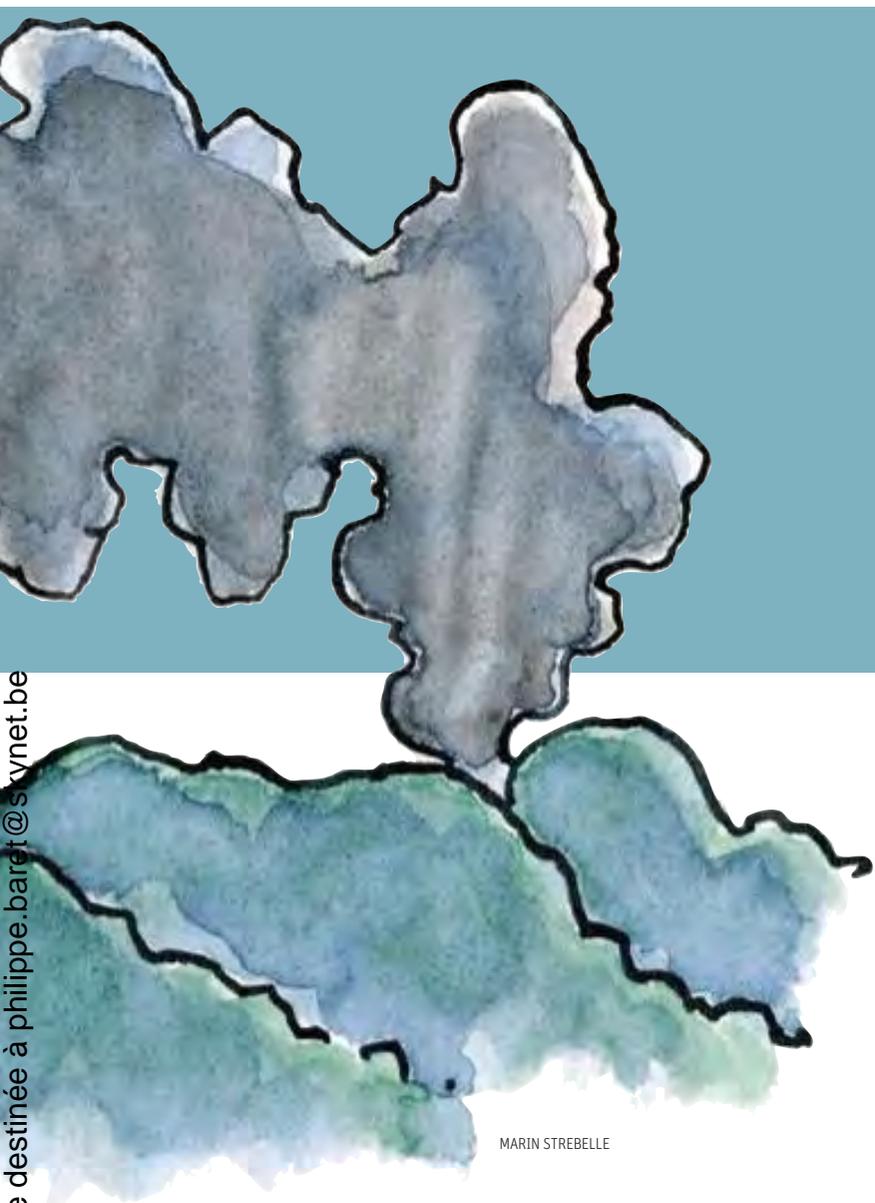
La crise de confiance envers le système capitaliste est aussi l'occasion de remettre en cause ses modes de fonctionnement traditionnels. Plusieurs évolutions de la gestion capitaliste sont nécessaires. Il s'agit de promouvoir une nouvelle forme de croissance, plus qualitative que quantitative, et à la fois durable et inclusive: durable parce que basée sur l'utilisation majoritaire de ressources renouvelables et sur le contrôle des coûts externes supportés par les autres parties prenantes non directement impliquées dans l'activité; inclusive parce que soucieuse d'engendrer des impacts positifs générateurs d'emplois pour toutes les catégories sociales, aux pauvres comme aux nantis, au niveau local comme au niveau international.

termisme qui privilégie l'obtention d'un gain immédiat au détriment d'un résultat futur. Cette vision de court terme se manifeste notamment par la publication obligée de rapports trimestriels qui mobilisent l'attention et l'énergie des dirigeants alors que, dans la majorité des cas, la performance d'une entreprise dépend des résultats observés sur une période de trois à cinq ans.

Cet état de choses a pour effet de créer une distorsion entre la valeur boursière d'une entreprise et sa valeur réelle, avec comme conséquences d'accroître la volatilité des marchés financiers et d'encourager la spéculation. Dans les grandes entreprises, la propriété des actions est souvent très dispersée dans le public et les conseils d'administration sont composés majoritairement d'administrateurs indépendants non propriétaires choisis par l'actionariat de référence et/ou le management en place. Le risque est alors d'évoluer vers un capitalisme managérial, où il y a dissociation entre la propriété du capital et le pouvoir de gestion assumé par la technostructure de l'entreprise laquelle est souvent plus réceptive aux arguments des investisseurs, des médias et aux résultats à court terme.

Barton de McKinsey⁽¹⁾ suggère deux mesures: d'une part, lier la rémunération des administrateurs à des indicateurs de performance de long terme comme l'innovation, en évitant de se référer à la seule valeur boursière de l'action et au système des options sur titres; d'autre part, aider les administrateurs indépendants à adopter un comportement de propriétaire, en gelant tout ou partie de leurs tantièmes d'administrateurs qui seraient réinvestis dans l'entreprise, mais libérés une fois reconnue la bonne fin du mandat.

→⁽¹⁾ Barton D., "Capitalism for the Long Term", *Harvard Business Review* (2011).



MARIN STREBELLE

gétés pour la période 2011-2014. Choisir le camp des petits paysans les plus pauvres, d'une agriculture familiale efficace et courageuse, n'est-ce pas simplement investir dans l'espoir, dans un avenir durable pour cette région ?

Si on se sent dépassé par la complexité des enjeux géopolitiques, ne peut-on pas simplement venir en aide à ceux qui, à travers ce chaos, travaillent, survivent? Ils ont besoin de notre aide matérielle, d'un soutien technique pour lutter contre les maladies qui ravagent leurs cultures, d'un soutien économique par l'achat de leurs produits. Ils ont aussi besoin qu'on ne les oublie pas dans les fumées de cette guerre impitoyable. Car ils portent l'espoir d'un réel avenir pour le Kivu, un avenir qui ne peut être assuré que par leur courage et leur travail, par leur persévérance à tenter de préserver la vie au milieu de la folie guerrière.

Aider ces agriculteurs et agricultrices n'est pas seulement une question de solidarité, c'est aussi un choix de bon sens. L'agriculture qu'ils et elles pratiquent est basée sur l'intensification du travail sur de petites surfaces, sur une utilisation raisonnée des ressources, sur une vision à long terme du maintien de la fertilité, sur une valorisation locale des produits. Cette

agriculture familiale et agroécologique pourrait être, selon les experts internationaux de l'IAASTD et aussi selon Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, le ferment du modèle agricole du XXI^e siècle.

C'est un modèle qui a besoin d'innovations techniques, comme des pratiques de lutte contre la bactériose du bananier, mais aussi organisationnelles comme des méthodes d'échange de savoirs, une réforme dans la gestion de la question foncière ou une meilleure organisation des marchés. Et pour relever ce défi, il faudra non seulement de la persévérance mais aussi des moyens complémentaires tant matériels qu'intellectuels.

La richesse de la terre congolaise n'est pas seulement minière, elle tient aussi à la beauté de ces paysages, à la luxuriance de la nature et à l'intelligence de ses agriculteurs et agricultrices qui puisent leur savoir dans la tradition mais qui, chaque jour, à travers toutes les guerres, cherchent à innover pour vaincre la fatalité. A leur petite échelle, invisibles artisans qui nourrissent un million et demi de personnes à Bukavu et Goma, ils sont un espoir non seulement pour le Kivu mais aussi pour le devenir des agricultures du monde.

Copie destinée à philippe.baret@skynet.be